

La session sur écran radar

A la veille de la session d'automne de 2020

Chère lectrice, cher lecteur

Le Parlement se réunit pour la session d'automne du 7 au 25 septembre 2020.

Une fois de plus, la branche du commerce de détail trouvera son compte dans l'ordre du jour, avec plus de 40 dossiers politiques la concernant.

Voici nos commentaires sur une sélection de ces objets.

Bonne lecture!

Dagmar T. Jenni
Directrice Swiss Retail Federation
dagmar.jenni@swiss-retail.ch

Légendes des couleurs de cadres: **Mesures à prendre** **À suivre** **En bonne voie**



Loi fédérale sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de coronavirus (COVID-19) (Loi COVID-19) [\(20.058\)](#)

Contenu: Par ce projet de loi, le Conseil fédéral recommande aux Chambres de créer les bases légales lui permettant de reconduire les mesures qu'il a déjà prises jusqu'ici pour surmonter l'épidémie de coronavirus.

Situation: non encore traité aux Chambres.



Réagir adéquatement en cas de deuxième vague et d'une nouvelle situation d'urgence !

Sur le principe, Swiss Retail salue la mise en place de bases légales pour faire face à l'épidémie de Covid-19. Elle souligne toutefois la nécessité absolue de préserver la libre circulation des marchandises en tant que facteur essentiel de la vie économique, grâce au concept désormais établi et solide des "voies vertes" et aux simplifications du trafic douanier. Selon Swiss Retail, il est nécessaire d'inclure également les points suivants dans la loi Covid-19, en donnant à cet effet au Conseil fédéral les compétences appropriées. Pour plus de détails, nous vous renvoyons à notre consultation.

Loi sur les précurseurs de substances explosibles [\(19.067\)](#)

Contenu: Ce projet de loi vise à empêcher que des substances soient détournées de leur usage premier et utilisées pour fabriquer des substances explosives. La nouvelle loi fédérale vise à restreindre partiellement l'accès des particuliers à ces substances. Il prévoit également la possibilité de notifier des incidents suspects et une sensibilisation des acteurs économiques.

Situation: objet traité par le Conseil des Etats.



Ne pas imposer des tâches de contrôle (policiers) au commerce de détail

Sur le fond, Swiss Retail accueille favorablement ce projet de loi sur les précurseurs qui vise à prévenir le détournement de substances pour la fabrication d'explosifs. Elle précise néanmoins qu'il est impératif de veiller à ce que les employés du commerce de détail n'aient pas à effectuer des contrôles (de police).

Améliorer l'efficacité du Nutri-score [\(20.3913\)](#)

Contenu: Le Conseil fédéral est chargé d'analyser dans un rapport les conditions à réunir pour que le Nutriscore puisse développer tout son potentiel sur la qualité nutritionnelle du panier des ménages, notamment celui des ménages à revenu modeste. Il doit notamment préciser la part minimale de produits étiquetés avec le Nutri-score qui est nécessaire pour obtenir un effet sur la qualité nutritionnelle du panier des ménages suisses. Les consommateurs ont besoin de pouvoir comparer avant l'achat toute la gamme de produits semblables, par exemple les yogourts de

toutes les marques, ajoute le postulat, qui demande au Conseil fédéral de définir, dès lors, les conditions nécessaires pour que tous les produits affichent le Nutri-score. Le postulat affirme en outre que Migros, Coop et Aldi limitent leur engagement à une petite fraction de leur assortiment. D'où cette question posée au Gouvernement : quelle incitation permettrait d'obtenir un résultat satisfaisant dans tous les segments de l'assortiment (repas tout prêts, céréales de petit déjeuner, collations pour enfants, etc.) ?

Situation : non encore traité aux Chambres.



Vérifier la valeur du Nutri-score en pratique!

En principe, Swiss Retail soutient l'introduction du Nutri-score et son effet associé sur la qualité nutritionnelle du panier d'achat. Cependant, le postulat est rejeté : L'OSAV a toujours souligné le caractère volontaire de l'étiquetage des denrées alimentaires. L'introduction doit donc rester provisoire. Pour les entreprises, c'était un point important dans l'introduction volontaire de certains produits. Les entreprises doivent pouvoir continuer à s'appuyer sur cette base. Nous demandons toutefois qu'un contrôle soit effectué après environ trois ans pour voir si les clients sont bien guidés par le Nutri-Score. Un autre point de critique est que le Nutri-Score n'est soutenu que par les autorités suisses et six pays européens, surtout au regard de l'Union européenne, où la Commission européenne a annoncé un système d'étiquetage uniforme pour toute l'UE pour la fin 2022. Sur la base de cette décision de l'UE et de l'enquête, une prolongation doit alors être discutée.

Loi sur le tarif des douanes. Modification (Suppression des droits de douane sur les produits industriels) (19.076)

Contenu: Le Conseil fédéral propose la suppression des droits de douane sur les produits industriels, en souhaitant par cette mesure améliorer les conditions générales d'activité des entreprises et soulager les consommateurs.

Situation: Proposition rejetée par le Conseil national. La balle est maintenant dans le camp du Conseil des États. S'il n'entre pas non plus en matière, le projet est enterré. Sinon, le Conseil national devra reprendre ce dossier.



Libérer les entreprises de surcoûts inutiles!

Swiss Retail approuve aussi bien la suppression des droits de douane industriels que la simplification structurelle des tarifs douaniers. La suppression de ces droits constitue un précieux complément à la mise en œuvre des ALE. L'abolition de tous les droits d'importation sur les produits industriels non seulement soulage les entreprises de coûts supplémentaires inutiles, mais leur apporte aussi un appréciable allègement administratif.

Suppression de la franchise-valeur dans le tourisme d'achat (18.316) et Ne pas subventionner le tourisme d'achat (18.300)

Contenu: Les initiatives cantonales de Thurgovie (18.316) et de St-Gall (18.300) visent toutes deux à modifier la législation fédérale de telle sorte que l'ensemble des importations de marchandises privées soient soumises à la TVA suisse si la TVA étrangère fait l'objet d'un remboursement. La franchise-valeur serait du même coup supprimée.

Situation : Le Conseil des États a malheureusement rejeté l'initiative cantonale 18.316 et n'a pas donné suite à l'initiative 18.300. Lors de la session extraordinaire d'automne, le Conseil national discutera d'une motion de la CF-N ([19.3975](#)) à l'orientation semblable. Il convient d'attendre ce débat avant d'envisager toute autre mesure.



Mettre fin à la discrimination des consommateurs et détaillants suisses!

Swiss Retail soutient la démarche des cantons de Thurgovie et de Saint-Gall. La réglementation actuelle est discriminatoire non seulement à l'égard des commerces de détail suisses par rapport à leurs concurrents des pays voisins, mais aussi des consommateurs qui achètent en Suisse et paient donc la TVA. Dès lors, il est incompréhensible que l'État renonce si facilement aux recettes de la TVA. Par rapport à une suppression pure et simple de la franchise-valeur, les initiatives cantonales permettent aux consommateurs suisses d'opter pour ou contre un remboursement de la TVA aux douanes étrangères. Au moins s'agit-il, avant tout, de supprimer les doubles bénéfices fiscaux pour les achats à l'étranger (remboursement de la TVA étrangère et franchise-valeur de CHF 300) et d'abandonner un régime fiscal qui désavantage les commerces de détail domestiques par rapport à leurs concurrents étrangers.

Sanctions en cas d'inégalités salariales ([19.444](#)) ; Etablir une liste noire des entreprises qui ne respectent pas l'égalité salariale entre femmes et hommes ([19.452](#)) ; Egalité salariale entre femmes et hommes. Pour que la loi soit efficace pour la majorité des salariées et des salariés ([19.453](#)) ; Modifier les dispositions légales permettant d'instaurer un contrôle institutionnel des entreprises et entités privées ([18.323](#))

Contenu: Les trois initiatives parlementaires ([19.452](#) ; [19.453](#) ; [19.444](#)) demandent un renforcement de l'instrument d'analyse de l'égalité des salaires. D'abord, les entreprises à partir de 50 salariés (et non plus de 100 salariés) devraient être obligées de réaliser une analyse de l'égalité des salaires ([19.453](#)), ensuite une liste noire devrait être introduite pour les entreprises ne respectant pas l'égalité ([19.452](#)), puis des sanctions devraient être introduites en cas de non-respect répété de l'égalité ([19.444](#)), enfin les cantons devraient être autorisés à exercer un véritable contrôle du respect du principe de l'égalité hommes-femmes, notamment sur la question de l'égalité salariale, et à sanctionner les employeurs qui y contreviennent.

Situation: Aucune des initiatives parlementaires ([19.452](#) ; [19.453](#) ; [19.444](#)), ni l'initiative cantonale, n'a encore été traitée aux Chambres.



Non à de nouvelles modifications peu après l'entrée en vigueur d'une révision de la loi!

Le **14 décembre 2018**, le Parlement a adopté la nouvelle disposition instaurant l'analyse

obligatoire de l'égalité salariale. La loi révisée **n'a pris effet qu'au 1^{er} juillet 2020**. Dès lors, Swiss Retail se dit choquée par le fait que peu de temps avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, des initiatives réclament déjà des modifications touchant des éléments centraux de celle-ci et qu'il faille à présent en débattre. Notons aussi et surtout qu'elles visent à faire passer des mesures qui ont été clairement rejetées en son temps. Cela s'apparente à de l'acharnement.

Loi sur la protection des données. Révision totale et modification d'autres lois fédérales (17.059)

Contenu: A l'ère d'Internet, le Conseil fédéral veut adapter et moderniser la protection des données afin de mieux protéger les citoyens.

En même temps, il adapte le droit suisse aux récents développements des textes de l'UE et du Conseil de l'Europe, garantissant ainsi que le libre transfert de données entre les entreprises suisses et celles de l'UE reste possible. L'adaptation au droit européen est la condition préalable pour que la Commission européenne continue à reconnaître la Suisse comme un pays tiers offrant un niveau de protection des données adéquat et pour que le transfert transfrontalier de données reste possible. Pour l'économie suisse en particulier, ce point revêt une importance primordiale.

Situation: Dossier en procédure d'élimination des divergences



Pas de sanctions pénales pour les particuliers!

Swiss Retail salue dans son principe une révision de la loi sur la protection des données et le fait que la CIP-CN veuille s'en tenir à la solution libérale du Conseil national en matière de profilage. D'un autre côté, malheureusement, notre appel à renoncer aux sanctions de droit pénal à l'encontre des particuliers n'a pas été entendu.

Révision totale de la loi sur le CO2 pour la période postérieure à 2020 (17.071)

Contenu: Pour mettre en œuvre l'Accord de Paris, le Conseil fédéral estime qu'une révision totale de la loi sur le CO2 est nécessaire. Dans le domaine des transports, il est prévu de réduire les émissions en augmentant la part des carburants renouvelables. En parallèle, les prescriptions concernant les émissions de CO2 des voitures neuves seront durcies progressivement pour s'aligner sur celles de l'Union européenne. Dans le secteur du bâtiment, la taxe CO2 sur les combustibles est maintenue. De nombreuses mesures flexibles sont prévues pour l'industrie. Outre les grandes entreprises à forte intensité d'émissions, les émissions de l'aviation et des centrales thermiques à combustibles fossiles seront désormais également intégrées au système d'échange de quotas d'émission.

Les petites entreprises gardent la possibilité de prendre un engagement de réduction et d'être exonérées de la taxe CO2 en contrepartie. La compensation devrait renchérir le litre de carburant de 10 centimes au maximum d'ici à 2024, et de 12 centimes d'ici à 2025. L'huile de chauffage pourrait aussi coûter plus cher.

Situation: en procédure d'élimination des divergences.



Pour un changement de paradigme et une politique d'incitation efficace pour l'économie!

Swiss Retail salue l'intention de l'Accord de Paris et la réduction visée des émissions de gaz à effet de serre. Elle juge toutefois dangereux de vouloir atteindre ces objectifs par de nouvelles taxes et des restrictions supplémentaires et privilégie plutôt un changement de paradigme sous la forme d'incitations efficaces permettant à l'économie d'atteindre l'objectif de réduction du CO2.

Déclaration de l'origine et du lieu de transformation des pains et produits de boulangerie (19.4179) et Déclaration du pays de production des pains et produits de boulangerie (20.3910)

Contenu: Ces deux motions chargent le Conseil fédéral d'adapter la législation actuelle de telle sorte que les commerces vendant ou mettant à disposition (p. ex. restaurants) du pain et des produits de boulangerie soit directement, soit de manière transformée (p. ex. sandwiches), affichent à un endroit visible par le client l'origine des matières premières et le lieu de transformation.

Situation : non encore traitées aux deux Chambres.



Exigence inapplicable pour le commerce de détail!

Si Swiss Retail salue l'idée de faire déclarer l'origine des matières premières et le lieu de transformation, elle rejette néanmoins une telle obligation pour chaque produit individuel. Cette exigence n'est pas réalisable pour le commerce de détail, qui vend d'innombrables quantités de pains et de produits de boulangerie dans des milliers de succursales. D'ailleurs, l'origine et le lieu de transformation sont déjà indiqués sur les marchandises emballées.

Diminuer la TVA d'au moins de 50 pour cent pendant douze mois (20.3213 & 20.3214)

Contenu: Si l'on veut que la vie sociale reprenne, il ne suffit pas de lever progressivement le confinement. De plus, les mesures financières mises en place pour soutenir l'économie ne suffisent pas non plus, et le chômage partiel ne garantit pas davantage les emplois à long terme. Pour que l'économie, et donc la vie sociale, reprennent, il faut relancer la consommation intérieure, et une mesure possible serait de réduire la TVA d'au moins 50 % pendant 12 mois.

Situation: Les deux objets ne sont pas encore traités aux Chambres. Le Conseil fédéral recommande le rejet du postulat (20.3214).



Examen attentif des coûts administratifs d'un tel changement!

Swiss Retail critique la démarche visant à réduire au moins de moitié la TVA pendant un an, en tant que mesure complémentaire aux divers soutiens mis en œuvre face à la crise du coronavirus. Cette réduction aidera probablement le commerce de détail à être plus compétitif vis-à-vis de ses concurrents étrangers (et des boutiques en ligne étrangères). Mais ce qui importe en priorité, c'est de vérifier au préalable si l'effet positif d'une réduction l'emporte sur les coûts administratifs du changement mis en perspective.

Réduire le gaspillage alimentaire par des incitations et non des prescriptions supplémentaires ([20.3267](#))

Contenu: Le Conseil fédéral est chargé de modifier la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) de telle sorte qu'il soit fiscalement plus avantageux de remettre des denrées alimentaires à des organisations d'utilité publique, exonérées d'impôts, plutôt que de jeter ces produits.

Situation: Motion non encore traitée aux Chambres. Le Conseil fédéral recommande son rejet.



Contre le gaspillage alimentaire, des incitations plutôt que des règlements !

Swiss Retail voit fondamentalement d'un très bon œil les efforts visant à créer des incitations plutôt que de nouvelles normes réglementaires pour lutter contre le gaspillage alimentaire. Adapter l'impôt fédéral direct pour créer des conditions favorisant les dons d'aliments aux organisations sans but lucratif et exonérées d'impôts est préférable à la situation actuelle, qui oblige à jeter ces aliments, toutefois, il faut attendre la conception concrète d'une évaluation finale..

Réduire la bureaucratie pour faciliter l'engagement de travailleurs saisonniers ([19.4560](#))

Contenu: Le Conseil fédéral est chargé de modifier l'ordonnance sur le service de l'emploi (OSE) pour qu'il ne soit pas nécessaire d'annoncer les postes saisonniers si l'intervalle entre l'ancien et le nouvel engagement d'une même personne ne dépasse pas douze mois. De plus, le délai de cinq jours que l'employeur doit respecter avant de publier lui-même un poste vacant si l'office régional de placement (ORP) n'a pas de dossiers adéquats à lui proposer sera aussi supprimé.

Situation: Non encore traité aux Chambres. Le Conseil fédéral propose le rejet de cette motion.



L'obligation d'annoncer empêche les réactions rapides dans les situations d'urgence !

Swiss Retail salue la démarche visant à ne plus imposer l'obligation de notification aux emplois saisonniers. Elle continue toutefois d'exiger la levée générale de l'obligation de déclarer les postes vacants en cas de nouveau confinement. Pour maintenir son bon fonctionnement, le commerce de détail doit en effet pouvoir accéder à du personnel temporaire dans des délais très courts.

L'indemnité de chômage partiel doit atteindre 100 pour cent du salaire mensuel lorsque le revenu ne dépasse pas 4000 francs (20.3410)

Contenu: Le Conseil fédéral est chargé de porter à 100 % du salaire, pendant les six premiers mois, l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail versée en raison de la crise du coronavirus aux personnes dont le salaire mensuel brut ne dépasse pas 4000 francs (pour un poste à plein temps).

Stand: Non encore traité aux Chambres. Le Conseil fédéral recommande le rejet de la motion.



100% d'indemnité RHT pour les salaires jusqu'à 4000 CHF : un bon signal !

Les employés du commerce de détail en chômage partiel sont souvent durement affectés par une perte de salaire de 20 %. Nous regrettons que le Conseil fédéral n'ait pas encore, jusqu'ici, pris de mesures pour maintenir à 100% l'indemnité de chômage partiel des salaires jusqu'à 4000 francs. Un tel signal serait important et correct, raison pour laquelle Swiss Retail appuie très fermement cette motion.

Swiss Retail Federation
Bahnhofplatz 1
3011 Bern
Tel. 031 312 40 40
info@swiss-retail.ch

Swiss Retail
Federation

*Für einen starken Handel. Stationär und digital
Pour un commerce fort. Stationnaire et connecté*